**« APPEL POUR LES ASSISES DE L’ECOLOGIE ET DES SOLIDARITES »**

1) Les associations, partis, mouvements, coopératives, personnalités soussignés appellent à la tenue dans les prochains mois d’Assises de l'Ecologie et des Solidarités.

2) Nous souhaitons au cours de ces Assises de l’écologie et des solidarités réunir les citoyens, les mouvements, les personnalités qui considèrent que l’approche écologiste est un axe prioritaire et central de l’intervention politique, tant sur le plan social, environnemental que dans les rapports au pouvoir.

Elles permettront à celles et ceux qui pensent que notre société productiviste est condamnée à terme, de réfléchir aux moyens d’actions et au programme qu’il faut dès maintenant inventer pour la mise en œuvre du vivre ensemble de demain.

3) Alors que grandit la prise de conscience que nous sommes dans un modèle de développement insoutenable, que nos modes de production et de consommation sont destructeurs pour la planète, la réponse politique est toujours aussi faible au regard des catastrophes présentes et à venir.

4) Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui tentent de construire la société de l’après croissance. Partout en France, en Europe, dans le monde, des centaines d’initiatives, de projets, d’associations, de coopératives et entreprises sociales font avancer la solidarité et la préservation du vivant. A chaque vie améliorée, à chaque habitat naturel restauré, à chaque victoire contre le dogme du « tout, tout de suite », notre pays résonne de cet appel à ne pas se résigner, alors que se confirme, à chaque sécheresse et chaque tempête, à chaque espèce disparue, une crise écologique qui met en cause l’existence même de l’humanité

5) Nous avons besoin de pouvoirs et services publics qui, sans ambiguïté, agissent pour une planète sans pesticides, ni herbicides, soutiennent l’agriculture bio, préservent les écosystèmes tout en empêchant les forages pétroliers et miniers notamment en Guyane… qui tournent enfin la page des grands projets inutiles, dispendieux et nocifs : EPR de Flamanville, Aéroport de Notre-Dame-Des-Landes, Centre d’enfouissement de Bure...

6) Nous attendons des mesures allant dans le sens d’une société de justice et d’égalité : pour une société sans discrimination, où les inégalités, cessant de se creuser, s’estomperaient, pour le partage du travail, pour un code du travail protecteur, pour une fiscalité équitable encadrant les hauts revenus et les profits des multinationales, pour une aide efficace au monde associatif…

7) Cette société que nous voulons nécessite une alliance des volontés par-delà des frontières nationales étriquées. Nous voulons nous organiser pour que l'Europe soit au service des peuples européens, en solidarité avec les peuples du monde, laisse derrière elle les démons fondamentalistes qu'ils soient marchands à travers l'hyper-capitalisme ou identitaires à travers les nationalismes ou les intégrismes et qu’elle fasse sien l’objectif d’une prospérité partagée, en harmonie avec la nature.

8) De nombreux chantiers devront être menés, parmi lesquels : accomplir la transition énergétique en cohérence avec la lutte contre le réchauffement climatique et l’arrêt du nucléaire, promouvoir une alimentation saine et locale, réduire fortement nos prélèvements sur les ressources planétaires, mais aussi repenser notre stratégie pour l’Europe, imaginer les protections sociales d’une société de décroissance de l’empreinte écologique, débarrassée du chômage et de la précarité, anticiper les grandes mutations du travail, penser une économie libérée du productivisme et de l’ ultra-financiarisation, assurer la préservation de la paix et du vivant, relever le défi posé à l'Europe et à la France de l'accueil et la solidarité offerts aux migrants.

9) Nous avons la volonté d’organiser ces Assises car nous savons que le temps nous est compté et qu’il faudra des décisions politiques, y compris européennes et mondiales.

10) Cet appel aux Assises marque notre volonté de favoriser le dialogue sincère des acteurs de l’écologie et des solidarités qui depuis des décennies ont lancé l’alerte et multiplié les projets et les luttes pour faire advenir la société du bien-vivre.

En faisant le lien entre inégalités écologiques et inégalités sociales, nous avons en commun, la lutte pour la justice sociale et la justice environnementale. Ces Assises doivent favoriser la poursuite de ce travail de convergences intellectuelles et politiques, de création d’un espace commun de recherche et d’action.

11) Nous ne voulons écarter aucune question, nous ne voulons préjuger d'aucun résultat et n'esquiver aucune des difficultés qui se présentera à nous. Chacun, chacune pourra trouver sa place dans la conduite du processus, en fonction de ses engagements et de ses combats.

12) La transformation écologique passe par une transformation du rapport au Pouvoir. Le Bien Vivre en acte suppose cette transformation nécessaire au cœur du Politique, tout comme il faut redéfinir une autre approche de la Richesse au cœur de l'économique.

13) Nous invitons les acteurs de l’écologie et des solidarités à s’associer à la démarche.

Nous proposons de constituer des comités à l’échelle locale ou régionale qui piloteront sur le terrain l’organisation des débats et espaces d’échanges.

A l’automne, nous proposerons la restitution de la quintessence de ces débats et réflexions sous la forme de cahiers d’assises qui permettront de mesurer les convergences des forces participant à cette démarche.

1. Nous lançons cet appel à l’organisation des Assises de l’écologie et des solidarités car il est temps d'explorer les possibilités de construire un nouvel espace de propositions pour une transformation sociale, démocratique et écologique, et pour faire vivre un nouveau rapport au pouvoir au service d'une société du bien vivre.

Signataires :

EELV, Coopérative EELV, Génération.S, DiEM 25, Jeunes Ecologistes, UDE, Nouvelle Donne, FEVE, Roland Mérieux « Ensemble », Francis Sitel « Ensemble », Patrick Viveret.

En attente :

 La Coopérative Ecologique et Sociale, , Utopia, RPS, PCF, JOC, MEI, François Darmeval - Trésorier AF CAP 21, Jean Rapenne – Secrétaire général CAP 21.